



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n° 012582/KK P
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
préfet du Nord
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à monsieur Julien LABIT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 012582/KK P, déposé complet le 27 janvier 2026, par le GROUPE DUCHER relatif au projet de construction d'un hôtel, sur la commune de Méru, dans le département de l'Oise ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 19 février 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet fait l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R. 122-2-1 du Code de l'environnement ;
2. le projet s'implante sur une ancienne friche industrielle potentiellement polluée et nécessite la démolition préalable des constructions et installations existantes. Conformément à la réglementation, le maître d'ouvrage est tenu de s'assurer de la compatibilité des usages prévus avec l'état sanitaire des sols ;

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.hauts-de-france.gouv.fr

Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf

3. le projet prévoit la conservation de 27 arbres de haute tige existants, la plantation de 33 arbres supplémentaires, la végétalisation de toitures-terrasses, et le maintien d'environ 40 % de la parcelle en espaces verts de pleine terre ;
4. le projet prévoit la mise en œuvre d'un isolement acoustique renforcé (double vitrage, équipements insonorisés) et doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels afin de palier la proximité de sources de nuisances sonores potentiellement importantes (centre de secours, activités industrielles, infrastructures bruyantes) ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine qui nécessitent une étude d'impact ;

Décide

Article 1^{er} :

Le projet de construction d'un hôtel sur la commune de Méru, dans le département de l'Oise, déposé par le GROUPE DUCHER, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Conformément aux dispositions de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, il appartient à l'autorité compétente de vérifier, au stade de l'autorisation, que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le portail de l'évaluation environnementale (<https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/#/public/portalReviews>).

Fait à Lille, le 6 mars 2026

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le chef du pôle autorité environnementale,